

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
A l'imprimerie H. Storck
rue de l'Hôtel-de-Ville, 78

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI

BUREAUX DE VENTE
LIBRAIRIE MÈRA
13, rue de Lyon, 13

RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

Abonnements hors de Lyon
2 fr. 50 c. pour trois mois.

Les manuscrits ne sont pas rendus.

LE TRAITÉ DE PAIX



Mais attendez mement, faut ben que je pose ma sinature, moi aussi. Hardi, vlan!... Mais, mon pauve pepa Guyaume, y vaut rien du tout, vote papier.

AVIS

A partir du 24 courant, les bureaux du GUIGNOL ILLUSTRÉ seront installés rue Simon-Maupin, et rue de Lyon, 64. Tout ce qui concerne la rédaction, l'administration, la vente et les abonnements devra être envoyé à cette adresse.

LES ANIMAUX MALADES

Entremis l'empire d'Yvetot
Et le royaume à Monaco,
Y gn'a z'un biau pays, vrai pays de cocagne
Ousqu'on y liche le Champagne
Le cognac et les z'aliqeurs,
Comme on boit la piquette ailleurs.
Gn'a de miel tout plein la campagne;
Le lait z'y gicle dans les prés,
Et gn'a de bombois tout sucrés
Pour les jeunes mamis, qu'épousent de collagnes.
Et pis, en ville, ah! c'est ben encore mieux:
Gn'a tant de chocolat qu'y vous sort . . . par les yeux
Cristi, les cetoyens de cette République,
Y z'ont de bonheur d'être heureux!
On leur z'a maginé sus la place publique
De grands arbres de libartés;
Ça pendrigole de tous côtés
De jambonneaux, de gibelottes,
De bifetecs, de saucissons
De matefains et de grattons . . .
C'est à n'en faire éclaper ses culottes!
Enfin, quoi! tout z'abonde en ce chenu pays:
Pour trois buveurs gn'a six gargottes;
Chaque fenotte a cinq maris,
Chaque mari plusieurs fenottes . . .
Ah! donc, vela t'y pas
Qu'un beau jour, à tandis qu'y fesient de ripailles,
La menistration dégringole en clinquaille.
Jamais on entendit un pareil patatras!
Canant's et fiancés, coronels et sordats
Tombaient z'écramaillés sous l'affreuse mitraille!
Et pour rechapoter bataille,
Personne! . . . C'étaient tous de braves merluchons
Brillant que par les épaulettes.
A feurce d'être en chicaisons,
Et d'ébravager les poulettes,
Les menistres n'étaient tournés en cornichons,
Le Prince en potage aux crevettes,
Les chefs en bugne à z'éperons.
Pis encore une épidémie
De Typhus et de Grambêta,
De préfets et de choléra,
De sauterelles d'Étalie,
Que vouliant arrimais . . . le bien de la patrie . . .
Et trent' six mill' mule à six peaux!
Et l'émeute, et la variole!!

Bref; l'empereur Guyaume en voyant tous ces maux
Rassemble autour de lui les autres animaux,
Et pleurnichant, empogne la parole:
« Mes frères, « qui leur dit », le ciel est z'en courroux;
« Pour arrêter ses coups,
« Zaminons notre conscience.
« Faut que le plus chenapan d'entre nous
« Soye pendu par pénitence.
« Pour moi — n'y disez pas, gardez bien le secret —
« J'ai pas mal crabouillé la jeunesse de France,
« J'ai même esquiné Badinguet . . .
— « Sire, « dit Bisquemal, » ayez pas du regret.
« Vous fûtes en cette occurrence
« La trique de la Providence.
« Què grand malheur d'avoir graffigné ce museau,
« Canaille, premier minero!

« Pour quant à moi, j'ai ben fait pire :
« Pepas, memans, moutards petafinont de faim,
« Et quand z'y demandont une croûte de pain,
« Y fesient la grimace . . . à n'en crever de rire.
— « Si gn'a là un péché. « s'écrie un flamaçon, »
« Notre sorciété n'en aura ben z'a dire,
« Car, par Belzébude, en cette occasion,
« Nous ons bûché pour vous de la bonne façon!
« Mais vous étrangler de supplice
« Vous qui z'y fesiez sans malice?
« Allons donc!
— « Ça c'est vrai, « dit Duruy, » mémement que j'excuse
« Les flamaçons, ma foi!
« Qu'ont pas fait de mal tant que moi.
« Mes pères, je m'accuse
« D'avoir fait des Français, qu'étiot de bons garçons,
« De polissons.
— « Ta, ta, repond un journalisse,
« N'en vela de péchés mignons;
« Je leur z'ai plus que vous griffardé de leçons
« A ce peuple benêt. Voyons, que ça finisse.
« Pas d'escrupules d'apprentisse:
« La France mérite son sort:
« Nous sons de petits saints, pe l'être mieux encôr!
— « Moi, « dit un paysan, » sis pas journalistique;
« Je grabotte jamais dedans la politique:
« Je comprends pas tous vos grands mots,
« Mais je les sens passer . . . en payant mes impôts.
« Toutefois, l'an darnier, si j'ai de souvenance,
« J'ai lâché z'un gros Vouf . . . mais pas par esqueprès.
« C'était z'une bêtise . . . on me l'a dit qu'après.
« Aussi j'ai grande repentance!! . . . »

Ah! pauve vieux! Y n'en fallait pas tant
Pour endiabler cette ménagerie.
Ce fut un beuglement de rage et de furie;
Chaque gueule n'était z'un vorcan,
Que crachait sus le paysan,
Et l'y bavait de sales esphithètes;
Les cheveux dressiont sus les têtes,
A ceux qui n'en restaient un brin:
— « Ce pelé, ce galeux, ce gueux, ce pillandrin!
« Faut le cogner en ru' Luzerne!
— « Pas ça! Faut l'y crever les yeux!
— « Non, non, faut le couper en deux!
— « A la lanterne? A la lanterne!!! »

Dans cette fable, les gones, écoutez,
J'ai voulu dégoiser trois immoralités:
Primo: Que les faignants que lichent trop la goutte,
Ça les empêche pas de faire banquaroute;
Deusso: Que les payards, les crevés, les ventrus,
[bus;]
Sont jamais de bons zigs, quand même y sont bar-
Troisso: Les innocents, c'est toujours eux qu'attrappent,
[pent.]
Et les pus grands mandrins souvent y n'en réchap-
GUIGNOL.

BULLETIN DE LA GUERRE CIVILE.

Le fort de Vanves a succombé comme son voisin, celui d'Issy. Les troupes ont pu se rapprocher de Paris, et les travaux d'attaque à Boulogne ont été vivement conduits. La partie du rempart comprise depuis le 62^e bastion jusqu'au 67^e qui aboutit à la Seine, est serrée de près et ne tardera pas à tomber entre les mains des troupes régulières. Le fort du mont Valérien, les 40 pièces de la batterie de Montretout, les batteries des Moulinaux, de Clamart et d'Issy couvrent de leurs feux croisés toute cette ligne de l'enceinte où ni l'artillerie, ni les troupes de la Commune ne peuvent plus se maintenir. La porte d'Auteuil est complètement ruinée et une énorme brèche a été pratiquée au rempart avoisinant. L'assaut est donc imminent sur ce point, mais il ne sera point tel que se produisent d'ordinaire ces sortes d'attaque. Les choses se passeront sans doute comme à Vanves et à Issy. L'impossibilité pour les insurgés de tenir des troupes à proximité des points menacés permettront à l'armée de s'en emparer sans coup férir. L'on ne verra pas se produire cette scène sanglante dont certains journaux exploitent par avance la peinture effroyable. Le seul danger pour les assaillants sera la batterie du Trocadéro et

peut-être quelques autres ouvrages que les fédérés auraient eu la pensée de construire pour servir de seconde ligne de défense. Rien ne fait prévoir du reste une semblable détermination à laquelle l'inexpérience des officiers subalternes de la Commune et la faiblesse stratégique de leur résistance ne nous ont pas habitués.

FOLLARD.

LE MANIFESTE
DU
COMTE DE CHAMBORD

Les journaux ont reproduit cette semaine une nouvelle lettre du comte de Chambord dans laquelle il expose, comme il l'a fait souvent, les principes et les doctrines du gouvernement qu'il représente.

Ce manifeste, comme tous ceux qui l'ont déjà précédé, est une sorte d'appel à la nation et il se termine par ce mot caractéristique: « La parole est à la France. » Demander à la nation qu'elle se prononce et qu'elle revienne par elle-même à ses institutions primitives, c'est l'idée fondamentale, le pivot sur lequel s'appuient toutes les déclarations formulées par le chef de la maison de France. Il considère toujours le pays comme un être pouvant se déterminer logiquement et librement vers une forme de gouvernement. Que l'on nous permette de dire qu'il y a une erreur non pas de principe ni de doctrine, mais de fait et de pratique.

La France, il faut bien qu'on le sache, n'a plus de volonté propre. Ce n'est plus un être social, animé d'une pensée politique, entraîné par une volonté unique vers un but déterminé; ce n'est plus qu'une réunion d'individus, n'ayant entre eux aucune communauté de sentiments ni de principes, mais obéissant aveuglément et au jour le jour, à ce qu'ils croient être leur intérêt matériel. La France est bien toujours une nation, mais cette nation est une foule qui est incapable de penser et de réfléchir. C'est un troupeau qui, parfois affolé, échappe en désordre à la main plus ou moins intelligente qui le dirige, mais qui ne tarde pas à se laisser conduire par le premier venu qui a l'audace de s'en emparer, chien ou loup, berger ou larron.

Non, la France n'a pas depuis longtemps de volonté propre ni d'idée personnelle et, malgré tout ce que cette déclaration a d'humiliant, il faut bien nous rendre à ce qu'elle a de certain et d'incontestable. Nous nous révoltons à cette pensée, mais que l'on nous interroge seulement sur toutes les prétendues manifestations de la volonté nationale qui se sont produites dans ces derniers temps, et l'on ne trouvera personne en France, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne soit obligé d'avouer qu'il n'y avait dans ces fameux votes l'expression d'aucune idée, d'aucune volonté politique, mais simplement le résultat d'un entraînement instinctif.

Bornons-nous par exemple aux faits incontestables; n'invoquons pas sur le fait de l'établissement du gouvernement impérial le témoignage des républicains ses adversaires irréconciliables, mais recueillons l'aveu des électeurs de 1852 et des votants du plébiscite de 1870 et ils vous diront tous qu'en donnant leur voix à Louis-Napoléon, qu'en le laissant entièrement maître des destinées de la nation, ils ne se préoccupaient nullement de la forme gouvernementale qui pouvait surgir du cerveau d'un seul homme, mais qu'ils voulaient simplement abriter leurs intérêts individuels en les abandonnant à la main de fer d'un homme dont l'énergie et la fermeté tenace ne reculaient devant aucune nécessité ni devant aucune mesure. Demandez encore à chacun comment s'est établi le gouvernement du 4 septembre; vainqueurs et vaincus vous diront tous aujourd'hui que ç'a été une surprise, que la minorité des hommes d'action a profité de la stupeur et de l'effarement du parti conservateur pour renverser un pouvoir que l'on n'aurait jamais pu abattre ni par la légalité ni par la force matérielle. Demandez encore comment Paris et les deux millions d'âmes qui le peuplent se trouvent en fait debout contre le gouvernement de la nation; on vous répondra que Paris subit le joug d'une minorité et que les gardes nationaux prisonniers, aussi bien que les réfractaires, se justifiaient en disant qu'ils combattent malgré eux; les plus sincères avoueront qu'ils se sont laissés surprendre par leur dépit contre l'Assemblée à propos de quelques questions d'intérêt commercial. Ainsi Paris lui-même, qui se dit le cerveau intellectuel de la France, ne s'inspire dans ses déterminations d'aucune règle, d'aucune logique d'ordre politique.

Non, la France, encore une fois, n'a plus ni volonté ni idée déterminante, mais elle est divisée en un nombre infini de coteries qui s'en emparent et la dominent tour à tour. Elle appartient de fait au plus actif et au plus audacieux. Et à ce point de vue, ce ne sera pas non plus M. le comte de Chambord qui en deviendra le maître, puisqu'il ne cesse de déclarer qu'il ne veut remonter sur le trône qu'appelé par le libre et volontaire suffrage de la nation. Quant à ses partisans qui seraient capables de le ramener au pouvoir, il est bien facile de comprendre, et ils l'ont assez bien prouvé jusqu'à présent, qu'ils ne sont pas un parti d'action. L'ancienne monarchie ne compte

plus guère maintenant d'adhérents sérieux et effectifs, que dans les hautes classes de la société. Par conséquent deux motifs essentiels s'opposent à ce qu'ils se jettent dans les aventures d'une tentative de restauration. En premier lieu, ils sont par leur position de fortune essentiellement conservateurs, et comme tels, disposés à accepter le fait accompli qui leur assure la libre jouissance de leurs biens; ils subissent aussi involontairement cet assoupissement où on se laisse bercer par le bien-être. Ce n'est pas assurément de la mollesse ni de l'indolence; l'aristocratie française élevée dans des traditions d'activité, de travail et de combat, n'a pas failli à ses devoirs; le monde des lettres, des sciences, la diplomatie et surtout l'armée comptent de nombreux représentants de la noblesse, qui, malgré une situation pécuniaire indépendante, s'y frayent laborieusement un chemin avec la ténacité d'un parvenu ou d'un soldat de fortune voulant se créer une position sociale. C'est donc, non pas à leur qualité de gentilshommes, mais à celle de conservateurs qu'ils doivent cette répulsion pour les agitations politiques. D'autre part encore, l'aristocratie par sa nature même et pour ses intérêts serait naturellement plus favorable à la république qu'aux institutions monarchiques. Quelle que soit d'ailleurs la forme de gouvernement, il est évident que des hommes haut placés par la naissance et la fortune tiennent dans les affaires une place beaucoup plus large et sont bien plus sûrs d'arriver au pouvoir que ceux qui sont moins favorisés. Si donc la noblesse française est encore fortement attachée à la monarchie, c'est surtout par ce sentiment d'honneur et de fidélité dont l'a imbue l'éducation militaire dans laquelle elle continue à être élevée. C'est l'attachement du soldat pour son drapeau. D'un autre côté la vieille aristocratie a conservé sans s'en douter l'instinct du principe démocratique, qui a servi de base à son institution. En réalité c'est surtout comme soldats et comme démocrates et non pas comme hommes politiques que les représentants de la noblesse française sont devenus attachés à la maison de Bourbon. Comme hommes politiques, ils n'essaieront rien en faveur d'une restauration, car s'ils l'avaient voulu, avec les immenses forces matérielles, intellectuelles et morales dont ils disposent, il y a longtemps qu'ils se seraient emparés de l'opinion publique et auraient assuré leur triomphe.

Après l'aristocratie qui est encore animée de beaucoup d'énergie et de vitalité, il n'y a d'autre force active dans la nation que la démocratie. Il est même vrai que la démocratie est la seule force mécanique, si l'on peut parler ainsi, qui agit dans l'État. Elle a pour elle le nombre, la force matérielle et cet enthousiasme rapide mais foudroyant qui entraîne et fait agir avec ensemble ses masses nombreuses et disséminées. Mais la démocratie ne peut agir par elle-même, il lui faut une direction et depuis longtemps la légitimité n'y compte presque plus de partisans. Dans le nord et le centre de la France, il n'y a point pour ainsi dire de légitimistes dans le peuple et leur nombre diminue de jour en jour dans le midi et dans l'ouest. Les prolétaires des villes de légitimistes sont devenus républicains; dans les campagnes les paysans sont attachés au souvenir soit de l'Empire soit de la monarchie de Juillet. Les uns et les autres sont entre les mains des républicains, des orléanistes ou des bonapartistes, ce qui est en principe absolument la même chose. Républicanisme, bonapartisme, orléanisme, ce sont les noms divers d'un même principe politique, du triomphe de la classe moyenne, ou pour mieux dire du capital. Aujourd'hui, c'est exclusivement le capital qui gouverne et qui, dépassant les bornes qui devraient lui être assignées dans un état bien ordonné, s'est emparé de la haute direction des intérêts du pays et sous différents masques trompeurs, à l'ombre de différents systèmes mensongers, exerce une pression formidable sur les ressorts de l'État. Il résultera de cette tyrannie outrée un cataclysme inévitable, mais en attendant, ce pouvoir est le maître et la démocratie, sans en douter, en est l'esclave absolu. Or cette puissance ne ramènera jamais les institutions monarchiques, qui substitueraient à la tête du pays la force morale à la force matérielle et prendraient pour base d'ordre social un principe métaphysique immuable et non des questions d'intérêts passagers et contingents.

Lors donc que le représentant de la maison de France en appelle à la volonté de la nation, il reste fidèle, il est vrai, au principe même auquel il se rattache, mais il se méprend, croyons-nous, au point de vue pratique d'abord parce que la France n'a plus actuellement de volonté propre et en second lieu parce qu'elle obéit à une puissance qui est essentiellement ennemie des forces morales dont il est demeuré le défenseur.

Après avoir ainsi examiné les obstacles extérieurs que rencontrerait une restauration légitimiste, nous examinerons dans un autre article les défauts qui sont spécialement propres au parti légitimiste et qui entraveraient son développement régulier et normal.

UN ROTURIER.

Les Institutions surannées du Moyen-âge

Il a été présenté à l'Assemblée une adresse signée des noms de cinquante neuf journaux de province appartenant au parti libéral conservateur. Dans cette longue épître, que l'on ne pourrait croire à son style avoir été rédigée par des écrivains de profession, nous avons remarqué cette phrase incroyable: « Nous déclarons bien hautement que la Commune, « telle qu'elle est installée à Paris et qu'on voudrait « la proclamer ailleurs, est une institution surannée du Moyen-âge. »

Nous savions bien jusqu'à quel degré d'ignorance était tombée la presse française; les journaux étrangers ont, pendant ces derniers mois, rempli leurs colonnes de citations empruntées aux journaux français et qui témoignaient de l'absence chez nos rédacteurs des connaissances les plus élémentaires. Sur les deux continents, grâce à tout cela, la qualité de journaliste français est devenue un brevet d'incapacité, mais nous ne nous attendions pas à en trouver une nouvelle preuve aussi clairement formulée sur un sujet aussi essentiel et par des publicistes, dont plusieurs étaient pour nous des hommes de tact, d'intelligence et de talent.

Il n'y a pas à s'en dédire, cette phrase malencontreuse est bien telle que nous la citons: la Commune révolutionnaire de Paris est une institution du Moyen-âge; la Commune du Moyen-âge est une institution surannée. Et voilà comment les représentants les plus distingués de la presse provinciale, les défenseurs les plus intelligents et les plus honnêtes des idées libérales et décentralisatrices jugent les institutions municipales et le Moyen-âge lui-même. C'est avouer d'un seul mot qu'ils ne connaissent ni celui-ci, ni celles-là. Condamner d'un trait de plume la Commune du Moyen-âge, en la qualifiant d'institution surannée, c'est condamner du même coup tous les principes et toutes les institutions de ce même Moyen-âge. Et que nous restera-t-il, bon Dieu, si nous en sommes réduits aux théories étroites et égoïstes de l'antiquité et aux phrases creuses qui sont les seules créations des temps modernes? La représentation nationale; institution surannée du Moyen-âge; les droits politiques accordés à tout individu faisant partie d'une société, institution surannée du Moyen-âge; l'idée d'une réglementation de la guerre et la création d'un droit des gens dans ces luttes de l'homme contre l'homme, institution surannée du Moyen-âge; les juridictions commerciales, idée surannée du Moyen-âge; le principe d'association et de solidarité dans toutes ses applications, idée surannée du Moyen-âge; cette fameuse loi d'*Habeas corpus*, dont les Anglais sont si fiers et dont l'absence chez nous annule le principe de la liberté individuelle, encore une institution surannée du Moyen-âge; en un mot et, si l'on y regarde bien, tous les principes fondamentaux de l'ordre social moderne, sont des créations qui appartiennent entièrement au Moyen-âge, des dogmes sociaux que l'antiquité ignorait et que les temps modernes et surtout l'époque contemporaine ont trop souvent méconnus ou étrangement altérés.

N'est-ce pas chose désespérante que de voir des vérités aussi essentielles entièrement oubliées même par ceux qui auraient le plus d'intérêt à s'en souvenir? Et, maintenant qu'il devient de plus en plus nécessaire de renouer la chaîne de nos traditions si imprudemment brisées, n'est-ce pas une fatalité que de voir les hommes de tradition et de principes s'en éloigner de plus en plus? Quand donc enfin, au lieu de faire des emprunts aux institutions instables et imparfaites des peuples étrangers, nous mettrons nous à étudier nos vieilles institutions, si larges, si fécondes, si libérales et qui suffiraient à assurer encore une fois la suprématie politique et sociale de la France sur toutes les nations rivales. LÉO.

BIBLIOGRAPHIE (1)

Nous sommes en retard et la place nous a plus d'une fois manqué pour rendre compte d'un ouvrage, qui a obtenu un grand succès et qui en est déjà à sa seconde édition. Entendons-bien, véritable seconde édition et non pas comme celle des brochures du père Marchal, qui était quelquefois mise en vente avant la première.

(1) Guignol illustre rend compte de tous les ouvrages publiés en province et dont il lui sera remis un exemplaire.

Sous le titre de *Six mois de drapeau rouge à Lyon*, un jeune écrivain a tracé le tableau rapide des événements accomplis à Lyon depuis le 4 septembre. Le champ était vaste et se prêtait merveilleusement à l'esprit prompt et incisif de l'auteur. Les différents chapitres qui divisent cet ouvrage, se rapportent chacun à un fait spécial et l'enchaînement de tous ces récits forme un ensemble chronologique.

Témoin oculaire des faits qu'il rapporte, l'auteur en a fait une peinture vive et spirituelle. Le côté pittoresque et épisodique domine dans ces tableaux et la satire y tient une large place. Néanmoins, autant qu'il nous est possible d'en juger, il y a de l'exactitude dans ces récits. Les reproches qu'on pourrait leur adresser tiennent surtout à l'influence du moment et à cette domination involontaire que subit inévitablement l'écrivain en face des événements eux-mêmes; car évidemment ce journal historique a été écrit au fur et à mesure que les événements se produisaient et sous leur impression immédiate. A ce titre, ils auront un attrait de plus pour le lecteur, car l'on se plaît assez à rencontrer dans une œuvre littéraire cette saveur âpre et acide d'un fruit incomplètement mûr. A ce même point de vue également, cet opuscule sera dans l'avenir consulté comme un document historique et comme le reflet mouvant et la peinture encore vivante des événements qu'il retrace.

DU VERDIER.

MITRAILLEUSES

La *Comédie politique* a publié récemment un article virulent contre toute idée de conciliation. Quelque temps auparavant cependant, M. Ponet s'était porté candidat sur une liste dite de conciliation. Cette liste, il faut le dire, a complètement échoué. C'est peut-être à cause de cela que M. Ponet a une si grande colère contre tout ce qui s'appelle conciliation.

Nous nous empressons de signaler l'apparition d'une nouvelle feuille hebdomadaire, le *Martinet*, journal satirique orné de charges et de caricatures. Nous y avons remarqué un article d'un rédacteur du *Vengeur*, M. Tony Révillon. Malheureusement l'auteur y mentionne assez mal à propos les volontaires de Valmy comme des types de courage, et il donne en exemple aux générations futures leur rire héroïque. Hélas! ce n'est pas tout-à-fait cela et le rire des volontaires de Valmy ne pouvait être que celui des poltrons. Les volontaires de Valmy n'étaient rien autre chose: deux bataillons autrichiens suffisaient à les déloger des défilés inexpugnables de l'Argonne, dix mille d'entre eux prenaient la fuite devant un régiment de hussards prussiens et l'explosion d'un caisson d'artillerie leur faisait lâcher pied sur le champ de bataille. Ce n'est pas nous qui disons cela, mais le *Moniteur* et les rapports de Dumouriez. Et, si ces fameux volontaires n'ont pas été battus à Valmy, c'est qu'ils n'ont pas été attaqués. M. Tony Révillon a malheureusement rapporté de Paris cette mauvaise habitude des journalistes de la capitale de n'apprendre l'histoire militaire qu'aux représentations du cirque des Champs-Élysées. Espérons qu'il s'en corrigera en province.

LÉGION.

Correspondance.

M. J. Bar..., à Lyon. — Nous utiliserons votre communication. Pouvons-nous sans inconvénient reproduire le nom même de la personne qui est désignée dans le document?

Le Soleil. — Tez, te le connais donc, le gone? J'y enverrai avec la recommandation un de mes mamis, qui-la, qu'y se connaît le mieux à la chiffre. Et le papier *Sauveur*, y paraît donc plus? N'empêche, pauvre vieux, nous son bien malades; nous vons retomber dans la piautre pour un quart d'heure, va!

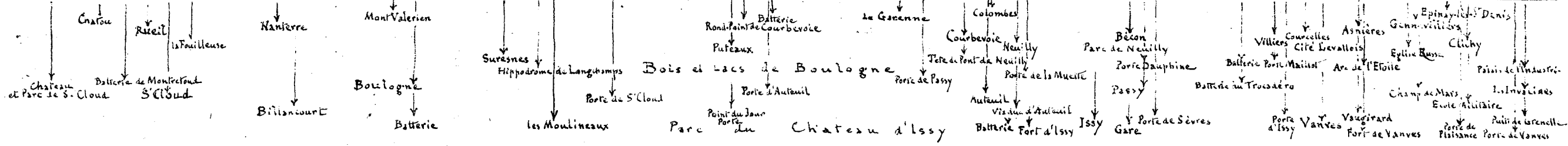
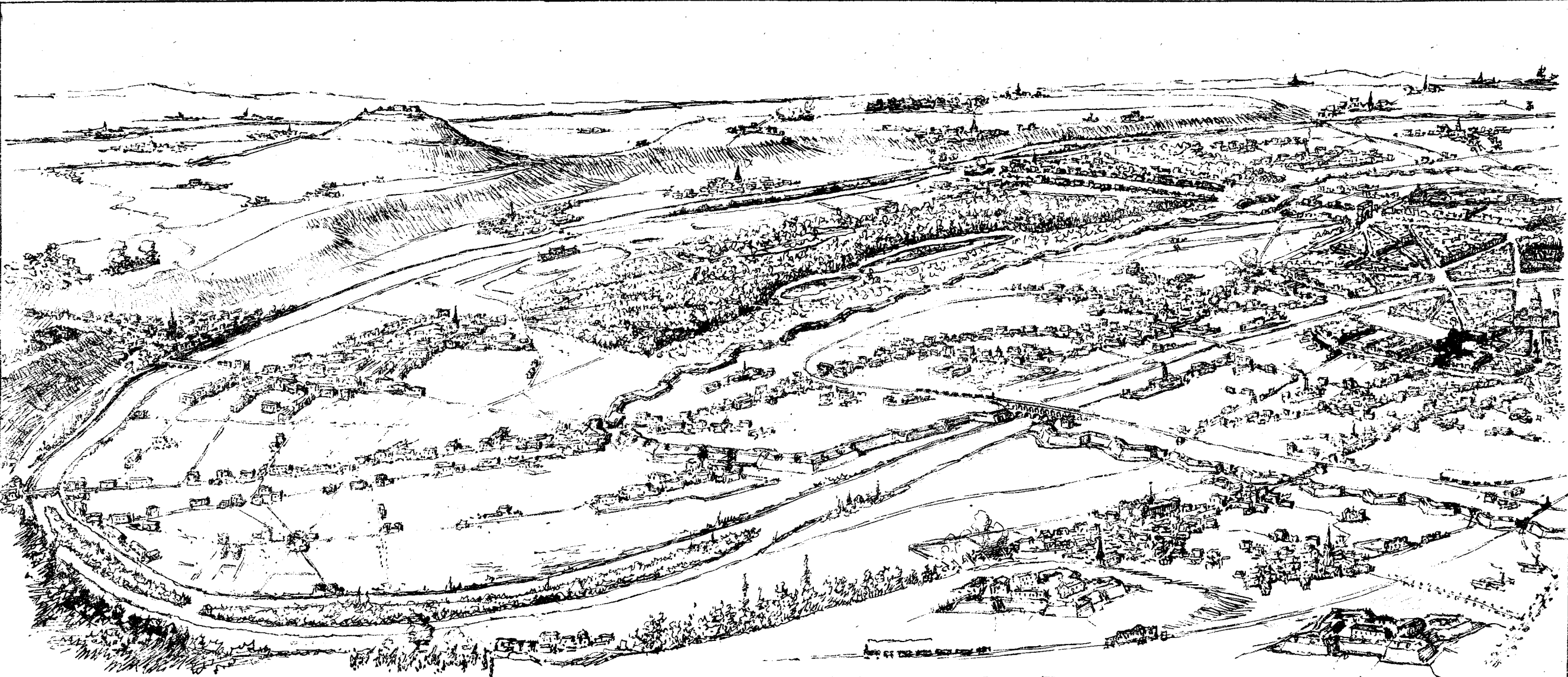
M. X. professeur d'histoire au collège de X. — La place nous a manqué cette semaine. Notre journal est malheureusement trop petit, pour l'abondance des matières, que nous avons à traiter.

Un particulier. — As pas peur, potit, j'ai pas une trique pour chatouiller le monde, mais pour leur cogner sus le museau. Ça sera de la pollicance comme des affaires de la guerre. D'abord y tordent le pif, y rechignent, y gongonnent, y veulent pas arregarder pace que ce bluisant chelu les charlaude, mais à la fin y diront comme ça: « Tez, c't imbecille de Guignol, c'est encore lui qui avait raison et ce matru canut s'y connaît mieux que les grands griffardiers. » Patience, la vérité c'est comme une cheville qu'y faut cogner ben longtemps avant qu'elle entre dans le méquier sociable. — Je t'enverrai ton tambour, y parle; selement tape pas trop fort dessus: y n'a la peau tendre.

Le Gérant, VIBERT.

Panorama du Sud-Ouest de Paris et de ses environs

GUIGNOL ILLUSTRE



Panorama du Sud-Ouest de Paris

Nous avons déjà publié plusieurs plans partiels ou d'ensemble pour servir à l'intelligence du siège de Paris. Malgré cela nous avons cru devoir consacrer encore à ce sujet une page entière de notre journal. Nous avons adopté, au lieu d'un plan mathématique, ce système de plan pittoresque à vol d'oiseau, dont les livres du XVI^e et du XVII^e siècles nous donnent de si intéressants et de si beaux modèles. Ce mode de figuration ne pourrait guère servir à des calculs mathématiques, mais il a l'avantage de faire comprendre bien plus facilement la forme du sol, des édifices et de tous les accidents topographiques pour suivre le récit des événements sur un espace de terrain limité. Ce système est bien préférable à celui des plans purement géométriques, surtout pour la plupart des lecteurs qui ne sont pas familiarisés avec les signes conventionnels usités en topographie, lesquels du reste ne sont pas encore venus à faire sa-

sir à première vue la hauteur relative. Nous croyons que l'occasion présente est tout à fait propice à une tentative de ce genre et que nos lecteurs parcoureront avec intérêt la grande vue que nous mettons sous leurs yeux. Nous y avons apporté tous nos soins et malgré l'imperfection des moyens dont il nous est permis de disposer, nous pouvons assurer que ce dessin n'a rien à envier aux ouvrages de ce genre publiés par les journaux parisiens. Si ces derniers peuvent, à l'aide de la gravure sur bois, donner plus de couleur et plus de relief à leurs planches, de notre côté nous avons l'avantage d'une exactitude et d'une précision beaucoup plus grande que celles de ces revues, qui séduisent par leur aspect brillant et flatteur. On peut par exemple comparer notre modeste croquis avec les dessins du même genre publiés par *l'Illustration*, le *Monde illustré* et *l'Univers illustré*, et, en consultant un plan de Paris, on reconnaîtra que nous avons apporté dans notre travail un soin beaucoup plus consciencieux que ces recueils, dont la réputation est européenne. Le Mont Valerien avec sa forteresse, les villages des environs de Paris, les faubourgs qui frangent les bords de la grande cité et prolongent de longues files de maisons égrénées le long des routes, le cours tor-

tureux de la Seine qui se déroule en un triple replis et disparaît à l'horizon, les flèches aigues des églises se dressant sur les points mêmes qu'ils occupent en réalité, les rues se dessinant à travers la masse pressée des habitations, le dôme des Invalides, l'Ecole militaire, le Champ de Mars, le Palais de l'Industrie, l'Arc de triomphe de l'Etoile, l'Eglise russe, les ponts et enfin l'enceinte fortifiée, dont chaque bastion a été scrupuleusement compté par le dessinateur, tout est indiqué sur ce plan. Spécialement destinée à accompagner le récit de l'attaque contre les bastions de l'extrémité sud-ouest, cette vue est prise d'un point imaginaire située au-dessus des hauteurs de Clamart; les bastions 66 et 67, qui couvrent le Point-du-Jour, forment ainsi le centre de la composition, mais nous n'avons pas indiqué les travaux d'approche exécutés par l'armée, parce que nous manquions de renseignements précis sur leur forme et leur emplacement.